

Les conséquences de l'exclusion socio-économique des jeunes sous la perspective de la croissance inclusive

The consequences of the socio-economic exclusion of young people from the perspective of inclusive growth

Hassan KHAFIF, (Doctorant en sciences économiques)

Laboratoire de recherche en Management, Information et Gouvernance (LARMIG)
Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales Ain Sebaâ
Université Hassan II de Casablanca, Maroc

Naoual OUAZZANI TOUHAMI, (Enseignante-chercheuse)

Laboratoire de recherche en Management, Information et Gouvernance (LARMIG)
Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales Ain Sebaâ
Université Hassan II de Casablanca, Maroc

Adresse de correspondance :	Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales –Ain Sbaa. Laboratoire de recherche en Management, Information et Gouvernance Université Hassan II, Casablanca, Maroc Tél : 0522 34 34 82
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	KHAFIF, H., & OUAZZANI TOUHAMI, N. (2024). Les conséquences de l'exclusion socio-économique des jeunes sous la perspective de la croissance inclusive. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 5(7), 583-599. https://doi.org/10.5281/zenodo.13002273
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: June 23, 2024

Accepted: July 25, 2024

Les conséquences de l'exclusion socio-économique des jeunes sous la perspective de la croissance inclusive

Résumé

La croissance inclusive constitue un nouveau cadre, englobant la sphère économique et la sphère sociale, pour inciter à participer les différentes catégories de la société dans la création de la richesse, par conséquent, de leur permettre de bénéficier des profits générés, monétaire et non monétaire. Le processus exige l'inclusion des populations les plus défavorisées, notamment les jeunes, qui ont un poids très important dans la formulation de la société marocaine. Ce présent article a pour objet, d'une part, de délimiter la notion de la croissance inclusive, de déterminer ses fondements et mesures et, d'autre part, d'analyser l'impact de l'exclusion sous la perspective de la croissance inclusive sur sa relation avec l'inégalité et la pauvreté et sur ses enjeux du point de vue de la situation des jeunes au Maroc. Dans le but de répondre à ces objectifs, une étude empirique exploratoire a été menée, par le biais de la création d'un indicateur composite, reflétant la situation socio-économique des jeunes Marocaines au regard de la croissance inclusive. Cet indicateur est composé de dimension monétaire qui est représentée par la croissance et sociale qui est représenté par la population active, l'emploi, la santé et l'éducation. Dans l'ensemble, les résultats montrent une forte croissance initiale jusqu'en 2010, reflétant de bonnes performances économiques et sociales. À partir de 2011, il décline, signalant des défis dans ces domaines. En 2016, il atteint son niveau le plus bas, suivi par une légère amélioration jusqu'en 2020, malgré une tendance générale à la stagnation. Ces fluctuations indiquent des efforts insuffisants pour renverser la tendance à la baisse de l'inclusivité économique et sociale.

Mots clés : Exclusion, jeune, inégalité, pauvreté, croissance inclusive.

JEL Classification : O1, O3, P2.

Type du papier : Recherche empirique

Abstract

Inclusive growth constitutes a new framework, encompassing the economic and social spheres, to encourage the participation of the different categories of society in the creation of wealth, thereby enabling them to benefit from the profits generated, both monetary and non-monetary. The process requires the inclusion of the most disadvantaged populations, notably young people, who carry a very significant weight in the formulation of Moroccan society. The aim of this article is, firstly, to define the concept of inclusive growth, determine its foundations and measures and, secondly, to analyze the impact of exclusion from the perspective of inclusive growth on its relationship with inequality and poverty, and its implications for the situation of young people in Morocco. In order to meet these objectives, an exploratory empirical study was carried out, through the creation of a composite indicator, reflecting the socio-economic situation of young Moroccans with regard to inclusive growth. This indicator is composed of a monetary dimension, represented by growth, and a social dimension, represented by the active population, employment, health and education. Overall, the results show strong initial growth until 2010, reflecting good economic and social performance. From 2011 onwards, it declines, signaling challenges in these areas. In 2016, it reaches its lowest level, followed by a slight improvement until 2020, despite a general trend towards stagnation. These fluctuations indicate insufficient efforts to reverse the downward trend in economic and social inclusiveness.

Keywords: Exclusion, Youth, Inequality, Poverty, Inclusive growth.

Classification JEL : O1, O3, P2.

Paper type: Empirical Research

1. Introduction

L'exclusion sociale est un phénomène dont souffrent certaines catégories de la société, elle peut se manifester sous différentes formes. Le fait de marginaliser une catégorie pour des raisons quelconques les excluant non seulement de la vie sociale, mais aussi de la vie économique, et impacte la génération présente et future. Elle peut aussi mettre les individus dans une situation de vulnérabilité qui entrave l'exploitation du potentiel de toutes les catégories de la société, par conséquent la participation dans la création de la valeur ajoutée. Dans le monde professionnel, le manque d'expérience et de compétence peut mener à une situation d'exclusion, cette fois-ci, du marché de travail, l'accès restreint aux services de la santé, de l'éducation ou encore à l'entrepreneuriat.

La sphère sociale et économique est étroitement liée, l'impact de l'un sur l'autre n'est pas négligeable, mais l'existence d'un modèle qui les englobe reste un sujet polémique. Les indicateurs qu'on entend souvent ne reflètent en aucun cas la situation sociale tels que le fameux produit intérieur brut. Ce dernier permet aux pays de mesurer la croissance, mais comme tous les pays, le Maroc affiche annuellement un taux positif, sauf période de COVID-19, en pensant que la richesse de toute la population a augmenté, sauf que ce n'est pas la réalité, d'autres indicateurs sociaux infirment ce fait, c'est là où intervient la notion de la croissance inclusive. L'inclusion et la croissance sont devenues conjointement des conditions nécessaires pour achever le bien-être. Ce dernier impacte essentiellement la soutenabilité de la croissance économique et la robustesse de la population en écartant la vulnérabilité et la marginalisation, par le biais d'une véritable participation dans la création de la richesse et une distribution des bénéfices équitables.

Les jeunes sont considérés comme la catégorie la plus vulnérable en raison de plusieurs facteurs interconnectés. Ils font face à des problèmes complexes et multidimensionnels tels que la pauvreté, la maltraitance, les troubles de santé mentale, et la marginalisation sociale, exacerbés par leur transition de l'enfance à l'âge adulte. De plus, ils manquent souvent d'accès aux services essentiels comme l'éducation, les soins de santé, et un soutien social stable, en raison de systèmes fragmentés et inefficaces. Leur dépendance et leur manque d'expérience les rendent plus vulnérables aux abus et à l'exploitation par des individus malveillants. En outre, la marginalisation sociale les isole davantage, contribuant à un sentiment d'isolement et de désespoir. (Élodie & Nassera, 2022). Ainsi, selon Valérie Becque, la jeunesse est décrite comme une construction sociale dont la pertinence est constamment remise en question, ce qui implique une période d'incertitude et de construction identitaire. Les jeunes sont confrontés à des normes sociales auxquelles ils doivent s'adapter tout en naviguant entre l'inscription scolaire et professionnelle, ce qui peut être instable et précaire. Ces aspects soulignent que la vulnérabilité des jeunes est intrinsèquement liée à leur âge et à leur positionnement social et économique en transition vers l'âge adulte. (Becquet, 2012).

Cette catégorie constitue un fragment très important de la société marocaine qui compte de 5.9 millions âgés entre 15 et 24 ans en 2021 (HCP, 2022). Elle se caractérise par une faible participation à la vie active en comparaison avec l'ensemble de la population. Les jeunes sont encore en début de leurs vies, leur faible expérience, compétence, et richesse ne leur permet pas une intégration facile dans la vie sociale et économique.

De ce fait, il est devenu nécessaire d'établir une synthèse sur le phénomène de l'exclusion des jeunes sous la perspective d'un modèle de croissance inclusive et analyser les relations potentielles entre exclusion, inégalité, pauvreté et ses conséquences sur la croissance, ainsi de jeter la lumière sur l'importance de l'inclusion comme levier du développement.

Dans cette logique, notre problématique se présente comme suite : Comment l'exclusion socio-économique des jeunes freine la croissance ? Cette question principale amène dans son sillage d'autres interrogations : Quels sont les fondements de la croissance inclusive ? Comment

mesurer la croissance inclusive ? Quelles relations entre exclusion, inégalité et pauvreté ? Quel impact de l'exclusion sur la croissance économique et sa durabilité ? Quid de l'inclusion socio-économique des jeunes au Maroc ? Pour bien appréhender cette problématique, nous allons établir un indicateur de croissance inclusive axé sur les jeunes, dans une essaye de mesurer les efforts du Maroc dans la question de la croissance inclusive.

Pour traiter cette problématique, nous présenterons dans un premier temps les fondements et les mesures de la croissance inclusive, puis dans un deuxième temps, nous nous pencherons sur l'impact de l'exclusion, et sur sa relation avec l'inégalité et la pauvreté et sur ses enjeux du point de vue de la situation des jeunes au Maroc, ensuite, nous construirons un indicateur composite pour analyser les conséquences de l'exclusion socio-économique sous la perspective de la croissance inclusive.

2. Les fondements de la croissance inclusive

2.1. Les principaux piliers de la croissance inclusive

Selon la Banque Africaine de Développement (BAD), la croissance inclusive est une croissance économique qui génère davantage de possibilités de développement socio-économique durable pour un large nombre de personnes, régions et pays, tout en protégeant les groupes vulnérables. Cette approche se déroule dans un contexte d'équité, de justice égale et de pluralité politique. La Banque Asiatique de Développement (BAsD) affirme que la croissance inclusive consiste en une croissance qui non seulement génère de nouvelles opportunités économiques, mais garantit également un accès équitable à ces opportunités pour tous les segments de la société, en particulier les plus démunis. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) définit la croissance inclusive à la fois comme un résultat et comme un processus. D'une part, elle permet à chacun de participer activement au processus de croissance en prenant part aux décisions et en étant acteur de cette croissance. D'autre part, elle assure que les bénéfices de la croissance sont répartis de manière équitable.

La croissance inclusive comporte deux piliers résumant le caractère inclusif de la croissance économique, qui sont la croissance participative et la croissance distributive.

La croissance participative, selon ce paradigme, s'appuie sur sa faculté à mobiliser tous les acteurs sociaux, y compris les plus marginalisés. Ce pilier met en lumière l'inclusion dans le processus de création de la richesse, en favorisant des opportunités d'emploi ouvertes à tous, y compris les personnes non-qualifiées ou peu qualifiées, tout en garantissant l'accès aux opportunités économiques sans aucune mesure exclusive basée sur l'âge, le sexe, la culture et la situation géographique. La croissance dite participative contribue aussi à éliminer les entraves qui limitent l'inclusion des catégories les plus vulnérables à l'économie, notamment les femmes et les jeunes.

Dans le contexte de la croissance distributive, l'inclusivité repose fondamentalement sur le principe d'une répartition équitable des bénéfices de la croissance. Cela implique un partage juste de la richesse entre tous les segments de la société, en particulier les groupes les plus défavorisés. Il est important de noter que les bénéfices de la croissance ne se limitent pas aux gains monétaires, mais englobent également des facteurs non monétaires. Ces derniers incluent l'accès aux infrastructures socio-économiques essentielles et aux services de base, tels que la santé et l'éducation.

2.2. Les dimensions de la croissance inclusive

Selon la dimension monétaire, la croissance inclusive se fonde sur une idée principale selon laquelle la croissance économique est condition nécessaire, mais non suffisante pour assurer l'inclusivité, le bien-être, la durabilité et l'autonomisation des individus, cela mis le point sur l'importance d'achever la première condition qui est purement monétaire.

La dimension sociale assigne à la croissance des objectifs sociaux, tels que l'accès à l'éducation, l'accès au service de santé, la dotation en eau et électricité, l'équité des genres, la lutte contre la corruption, l'accès aux infrastructures et notamment la protection sociale.

La dimension culturelle reflète l'importance d'enlever toute discrimination basée sur cet aspect, car dans certains pays, l'appartenance culturelle peut priver l'individu d'accéder au service de la santé, l'éducation, l'emploi, etc...

La dimension géographique met l'accent sur les disparités régionales, où l'inégalité de dotation de ressources et l'accessibilité peuvent accentuer l'exclusion des régions au détriment d'autres. L'objectif est d'accorder un intérêt aux régions les plus défavorisées.

La dimension intertemporelle, durable ou verte, stipule que l'inclusivité exige la prise en compte des générations futures, de façon à prendre les décisions qui impactent non seulement le bien-être des individus à court terme, mais aussi de préserver les ressources à long terme.

Concernant la dimension institutionnelle, des études¹ ont prouvé le rôle primordial de la bonne qualité des institutions dans la conception des politiques favorables à une croissance soutenue et permettant d'assurer une distribution équitable de ses bénéfices.

2.3. Les mesures de la croissance inclusive

Le produit intérieur brut est l'indicateur le plus répandu pour mesurer les richesses créées d'un pays pendant une période donnée. Il est censé refléter le bénéfice tiré par la société de l'utilisation et l'affectation des ressources. Il constitue une composante essentielle du progrès social, à savoir le bien-être économique, mais cet indicateur a certaines limites et sa capacité à mesurer la prospérité et le bien-être est mis en cause. Simon Kuznets confirme que le calcul du PIB ne mesure pas la prospérité et le bien-être (Simon Kuznets, 1934).

Plusieurs méthodes mobilisées dans la littérature pour évaluer et diagnostiquer la croissance inclusive, dont trois sont les principales utilisées par la banque asiatique de développement, la banque mondiale et le fonds monétaire international.

Les analyses multi-indicateurs visent à prendre en compte le caractère multidimensionnel de l'inclusivité de la croissance, via des indicateurs dits composites dans le but de synthétiser des concepts multidimensionnels et rassembler les informations véhiculées par un grand nombre d'indicateurs dans un indicateur ou score unique.

À cet effet, à l'occasion de la construction d'un indice de la croissance inclusive, la banque asiatique de développement (BASD) a mis en place un cadre de référence résumant le caractère inclusif de la croissance. Il inclut, la pauvreté et les inégalités, la croissance économique et les opportunités d'emploi, l'inclusion sociale, la protection sociale, la gouvernance et la qualité des institutions.

La Banque mondiale utilise la méthode HRV pour évaluer la croissance inclusive, en s'appuyant sur l'approche du diagnostic de la croissance. Cette méthode vise à identifier les secteurs propices à l'investissement et repose sur deux piliers complémentaires : d'une part, identifier les principaux obstacles à la croissance afin de concentrer les efforts et les ressources sur les contraintes qui entravent le plus une croissance économique forte et durable ; d'autre part, reconnaître que l'investissement et l'entrepreneuriat sont les principaux moteurs d'une croissance économique soutenue. Pour déterminer l'existence d'une contrainte potentielle, la méthode HRV propose une approche par tests, permettant ainsi d'identifier les obstacles qui freinent l'inclusivité de la croissance économique.

La courbe de mobilité sociale est une méthodologie employée par le Fonds monétaire international (FMI) pour évaluer la croissance inclusive à l'aide d'une courbe illustrant les contributions de la croissance économique et de la redistribution. Cette méthode consiste à

¹ Les auteurs qui ont mené ces études sont, North [1990,1991], Williamson [2000], Acemoglu [2003], Berg [2015], Jaumotte & Buitron [2015]

analyser l'inclusivité en se basant sur l'évolution conjointe de la croissance du revenu par tête et de l'indice de Gini.

3. La relation croissance, inégalité et pauvreté

3.1. La croissance et l'inégalité

Selon William De Vijlder², la croissance est inclusive lorsqu'elle permet de réduire les inégalités sociales au sein d'un pays ou d'un groupe de pays, cela met en cause la relation entre la croissance et l'inégalité.

Trois affirmations à retenir issues de la théorie sur la question de la croissance et l'inégalité économique. La première stipule que lorsque tous les membres d'une société participent équitablement à la croissance, l'inégalité reste inchangée. La deuxième affirmation considère que l'inégalité augmente quand les revenus des riches augmentent plus rapidement que ceux des pauvres. Enfin, la troisième indique que si les revenus des pauvres augmentent plus rapidement que ceux des riches, l'inégalité diminue.

Simon Kuznets croit que, quand un pays en voie de développement, les premières phases se caractérisent par une mutation de l'agriculture vers l'industrie, durant cette période, alors que les gens tendent à migrer vers les zones urbaines, le capital est rare et la main-d'œuvre est peu qualifiée et abondante. Les riches propriétaires des capitaux récoltent les bénéfices de la croissance et s'enrichissent, tandis que les salaires des pauvres sont maintenus à un bas niveau. Dans les phases plus avancées de développement, le capital humain devient plus important que le capital physique en tant que moteur de croissance, et les détenteurs de capital humain vont en tirer les avantages. Si l'éducation de masse permet à un grand nombre de personnes d'acquérir du capital humain, ces avantages seront largement répandus et les inégalités diminuent. (Kuznets, 1955).

Ainsi, Alan Krueger, a présenté « Great Gatsby Curve », illustrant la relation entre l'inégalité de revenu et l'élasticité intergénérationnelle de revenu (Alan Krueger, 2012). Une élasticité forte signifie une corrélation positive entre les revenus de la personne et les revenus de ses parents.

Sur le plan empirique, L'analyse de Castello (2010) révèle un impact néfaste de l'inégalité des revenus et du capital humain sur la pauvreté dans tous les pays étudiés, en particulier dans les nations à faible revenu. Si cette association négative s'affaiblit ou même s'inverse dans les pays à haut revenu, il est crucial de souligner que l'effet positif observé dans ces nations plus riches n'est pas robuste et est influencé par un petit nombre de cas atypiques (Castelló-Climont, 2010). Berg et Ostry ont opté pour une approche différente, en soulignant que pour les pays en développement, la soutenabilité de la croissance est un plus grand défi que l'atteinte d'un certain taux de croissance (Berg & Ostry, 2011). Ils ont focalisé sur les périodes de la croissance et les liens de causalité entre la durabilité de la croissance et les différentes politiques, dont l'égalité des revenus. Ils ont conclu que les périodes de croissance plus longues sont associées de manière robuste à une plus grande égalité dans la distribution des revenus, ce qui est significatif d'un point de vue statistique et économique.

Dans un document de travail du FMI, Ostry et al. (2014) montrent qu'un faible niveau d'inégalité est solidement corrélé à une croissance économique plus rapide et plus durable, à condition que le niveau de redistribution reste constant. Ils constatent également que les pays avec de fortes inégalités tendent à redistribuer davantage leurs richesses. Cependant, les auteurs précisent que la redistribution n'a d'effet notable sur la croissance que dans des cas extrêmes. En combinant les effets directs et indirects de la réduction des inégalités, l'étude conclut que la redistribution est globalement favorable à la croissance économique. (Ostry et al., 2014).

² Directeur de la Recherche Économique du groupe BNP Paribas

Dans un autre document de travail de l'OCDE, Cingano (2014) soutient que l'inégalité a un impact négatif sur la croissance économique. Selon l'auteur, l'élément déterminant réside dans l'écart de revenus entre la population à faibles revenus et le reste de la population. En revanche, les inégalités au sein des couches les plus aisées de la société n'auraient pas d'influence notable sur la croissance. (Cingano, 2014).

Wolde et al (2021) examinent la relation de causalité entre l'inégalité des revenus et la croissance économique en Éthiopie, en cherchant à déterminer l'existence d'une relation à long terme entre ces deux variables. Pour leur étude couvrant la période de 1980 à 2017, les auteurs utilisent la méthode ARDL pour leurs estimations. Leurs résultats montrent qu'à long terme, l'inégalité des revenus a un effet négatif sur la croissance économique, tandis qu'à court terme, l'effet est positif. (Wolde et al., 2022).

Kemp et Bettencourt affirment que la croissance et les inégalités sont des phénomènes étroitement liés. La croissance économique détermine la prospérité globale d'une société, mais une croissance inégale entre les individus peut engendrer des problèmes d'opportunité et d'équité. (Kemp & Bettencourt, 2023).

3.2. La croissance et la pauvreté

La pauvreté peut limiter la capacité des individus à accumuler le capital, investir, ou encore adopter les nouvelles technologies. Elle peut même générer un cercle vicieux de pauvreté et de stagnation connu sous le nom du piège à la pauvreté, un concept qui décrit le mécanisme qui entrave les individus d'échapper à la pauvreté, dont plusieurs facteurs contribuent à son émergence, telle que l'accès limité au crédit et aux marchés de capitaux, la corruption, les systèmes d'éducation médiocres, le manque de soins de santé publique et la mauvaise infrastructure.

Le piège à la pauvreté s'avère mettre le lien entre la pauvreté et l'inclusion socio-économique, puisque l'accès limité aux infrastructures relève des syndromes de l'exclusion, qui non seulement ont un impact direct sur l'individu, mais sur toute l'économie et sa progéniture.

La pauvreté aboutit souvent à deux phénomènes, d'une part l'effet de seuil qui affirme qu'en dessous d'un seuil de revenu, il est impossible de fournir le minimum pour faire un investissement. D'autre part l'aversion aux risques, où les individus en situation de pauvreté ont un coût d'opportunité plus élevé que les riches, la perte sera plus dures à assumer, voire ils peuvent même abandonner leur éducation au détriment d'une part de revenu consacré aux années de scolarisation. À cet effet, les pauvres sont concentrés à satisfaire leurs besoins quotidiens et ne peuvent consacrer du temps et de l'effort pour l'évolution à long terme.

Adams (2004) s'intéresse à l'impact de la croissance économique sur la réduction de la pauvreté dans un panel de 60 pays en développement. Son étude révèle que l'élasticité pauvreté-croissance est de 2,79. Cela signifie qu'une augmentation de 1% de la croissance économique entraînerait une diminution de 2,79% du taux de pauvreté. (Adams, 2004). Lopez et Servén ont mené une étude empirique à l'aide d'un vaste ensemble de données de panel et ont comme résultat que la pauvreté impacte négativement la croissance et qu'une augmentation de 10% de pauvreté engendre une détérioration de 1% du PIB par habitant (Lopez et Servén, 2009).

Chancel et Piketty (2017) soulignent également l'importance d'une croissance économique inclusive et équitable pour combattre la pauvreté, en insistant sur l'application de politiques redistributives pour atteindre cet objectif (Chancel et Piketty, 2017). Ravallion (2019) examine comment la croissance économique peut affecter la pauvreté en explorant ses divers aspects et en proposant des stratégies politiques efficaces pour la réduire dans un cadre de croissance économique (Ravallion 2019). Banerjee, Duflo et al. (2019) mettent l'accent sur le rôle crucial des politiques ciblées dans la lutte contre la pauvreté. Ils soulignent l'importance d'intervenir dans des domaines clés tels que l'éducation, la santé et l'accès aux services de base pour briser

le cycle de la pauvreté et améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables (Banerjee, Duflo et al, 2019).

Certaines études se sont penchées sur les aspects caractérisant l'inclusivité de la croissance économique en utilisant la méthode de construction d'un indicateur synthétique de la croissance inclusive, en intégrant les indicateurs d'inégalité, de pauvreté et d'inclusivité.

Quant au rassemblement des aspects de la croissance inclusive, en 2013, la Banque Africaine de Développement a publié un document de travail empirique visant à établir un indicateur composite de la croissance inclusive en Afrique du Nord, basé sur deux dimensions : économique et sociale. La dimension économique inclut la croissance et l'emploi, tandis que la dimension sociale comprend la santé, l'éducation, la protection sociale et le genre. Les résultats ont révélé une sous-performance des pays de l'Afrique du Nord. Malgré une amélioration de la croissance économique, le chômage demeure un défi majeur, particulièrement pour les jeunes et les femmes. La Tunisie et l'Égypte se distinguent par une meilleure performance en termes de croissance inclusive, alors que la Libye, l'Algérie et le Maroc obtiennent des résultats moins favorables. Cette analyse met en évidence l'importance de considérer divers indicateurs pour évaluer la croissance inclusive. (Banque africaine de développement, 2013).

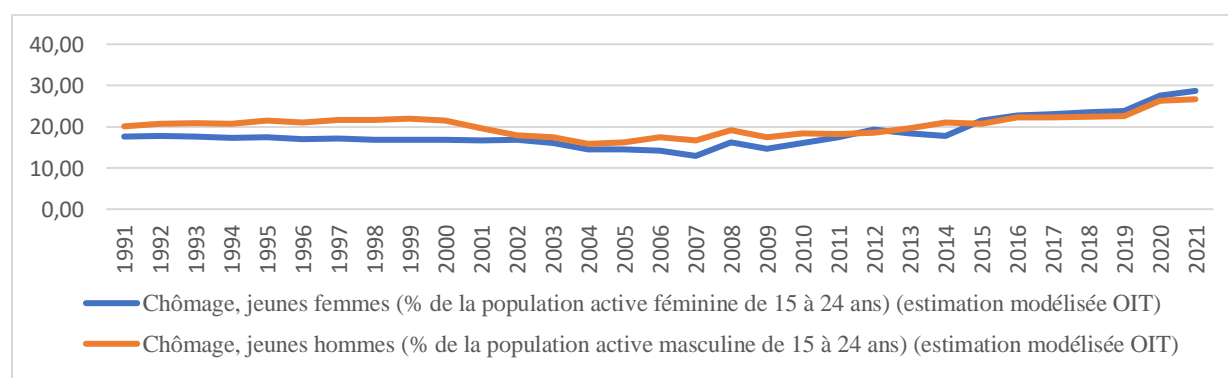
Ainsi, Anango et Hougbe en 2015 ont construit un indicateur synthétique de croissance inclusive (ISCI) appliqué au cas du Bénin. L'ISCI, élaboré à l'aide de l'analyse en composantes principales (ACP), révèle une progression de 28,56% entre 1995 et 2012, attribuable principalement à la baisse du taux de mortalité maternelle. Si la croissance économique moyenne en Afrique avoisine 5,2%, la pauvreté demeure un défi majeur. L'approche utilisée mesure la croissance inclusive, en mettant l'accent sur l'emploi, l'équité genre, la santé, l'éducation et la gouvernance. L'évaluation de la croissance inclusive s'appuie sur 24 variables issues des domaines suivants : Croissance économique - emploi productif et infrastructure, Pauvreté monétaire et équité genre, Capacité humaine, Protection sociale et qualité de la gestion des affaires publiques (ANAGO & HOUNGBEME, 2015).

3.3.La situation des jeunes au Maroc

Au Maroc, la population jeune âgée entre 15 à 24 ans compte 5.9 millions, soit 16.2% (HCP, 2022) de la population totale en 2021. La situation des jeunes s'avère vulnérable, 14.8% n'ont aucun diplôme et seulement 20.6% ont un diplôme supérieur. Cette population se caractérise ainsi par un taux d'activité très faible, 76.1% sont en dehors du marché du travail, dont un quart ne sont ni élèves ni étudiants.

Le taux de chômage des jeunes est en hausse ces dernières années. Il a atteint son maximum en 2021, pour les hommes et les femmes, cela est peut-être dû à la crise économique engendrée par la crise sanitaire. Cette population se retrouve exclue de la croissance économique, par conséquent de la création de la richesse.

Figure 1 : Taux de chômeurs des jeunes selon le sexe (1991-2021)



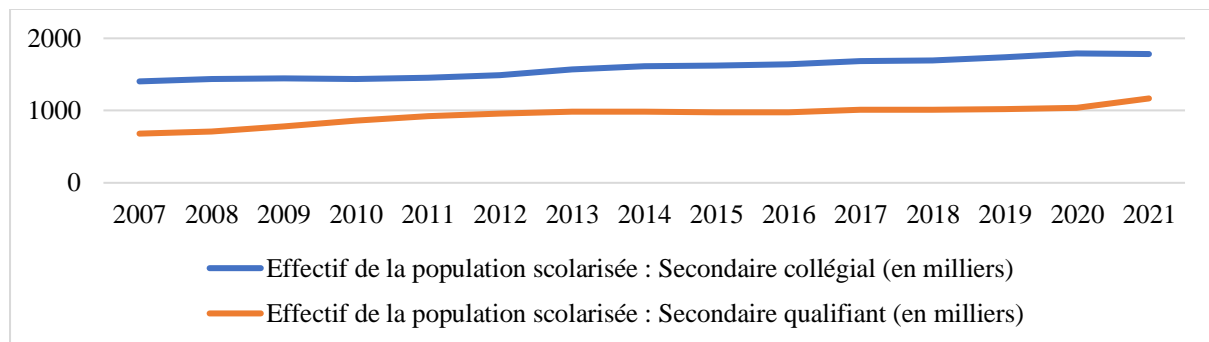
Source : Établie par nos propres soins sur la base des données extraites de la base de données de la banque mondiale.

Néanmoins, les jeunes en emploi ne sont pas à l'abri de la vulnérabilité vues de la qualité de l'emploi qui montre une situation défavorisée, 41.9% exercent un emploi non rémunéré et 14% exercent un emploi occasionnel ou saisonnier. Ainsi, 79.3% des salariés ne disposent d'aucun contrat. Voire, le taux des jeunes qui sont sans emploi ne poursuivant pas d'études et ne suivant pas de formation s'élève à 26% soit 1.5 million de la population, dont 12% sont en âge de scolarisation. Les jeunes sont sans doute face à des difficultés économiques et sociales qui freinent leur capacité à devenir autonome et conduisent à la marginalisation et la pauvreté.

Le Haut-Commissariat au Plan a mené une enquête nationale sur les jeunes en 2012 qui a identifié, sur le plan social, que les jeunes Marocains appartiennent majoritairement à la classe moyenne et une augmentation des inégalités sociales sur les dix dernières années avant l'enquête. De même, la participation des jeunes dans la vie politique reste très faible en raison de leur âge et du manque de réseaux et d'expérience.

Le Maroc est conscient par la situation des jeunes et a prévu comme objectif la contribution à l'amélioration de la situation économique et sociale des populations défavorisées, notamment les jeunes, dans le cadre de la troisième phase de l'initiative nationale pour le développement humain, un programme sur un horizon de quatre ans (2019-2023). Ce programme vise l'accompagnement à l'emploi à travers le développement de soft skills et l'aide à l'insertion professionnelle, l'encouragement de l'entrepreneuriat via le développement de la culture de l'entrepreneuriat et la participation aux concours des idées qui seront organisées et l'appui aux projets s'inscrivant dans l'économie sociale et solidaire.

Figure 2 : Taux de scolarité



Source : Etablie par nos propres soins sur la base des données du tableau de bord sociale

Les premiers résultats du programme s'avèrent prometteurs, marqués par la généralisation de la scolarisation et l'accompagnement des projets au niveau régional.

À la lumière des théories et des analyses empiriques sur les fondements et les dimensions de la croissance inclusive, ainsi que sur le lien de causalité entre la croissance économique, l'inégalité et la pauvreté, nous avons jugé plus approprié de formuler notre hypothèse de recherche de la manière suivante ;

Hypothèse 1 : L'exclusion socio-économique des jeunes entraîne une réduction de la croissance inclusive du pays.

4. Méthodologie de recherche

Les méthodes d'agrégation additive ou multiplicative sont largement utilisées pour construire un indicateur composite permettant de résumer les différentes dimensions de la croissance inclusive.

4.1. Les données utilisées

La sélection des données se fonde sur les dimensions de la croissance inclusive précitées, et par disponibilité des données, on a gardé les dimensions monétaire et sociale axées principalement sur les jeunes.

Tableau 1 : Indicateurs retenus pour calculer l'indice de croissance inclusive

Composante C_k	Indicateurs S_i	Source de données
Croissance	Croissance du PIB (% annuel)	BM*
	Croissance du PIB par habitant (% annuel)	BM
	PIB par personne employée (dollars PPA constants de 2011)	BM
Population Active	Taux d'activité de la population urbaine 15-24 ans (en %)	MEF**
	Taux de féminité de la population active âgée de 15 - 24 ans (en %)	MEF
Emploi	Chômage, jeunes femmes (% de la population active féminine de 15 à 24 ans)	MEF
	Chômage, jeunes hommes (% de la population active masculine de 15 à 24 ans)	MEF
Santé	Dépenses de santé en pourcentage du PIB (% annuel)	MEF
	Probabilité de décès chez les jeunes de 20 à 24 ans (per 1,000)	HCP***
Éducation	Part des Dépenses publiques de l'éducation au PIB	MEF
	Effectif de la population scolarisée : Secondaire collégial (en milliers)	MEF
	Effectif de la population scolarisée : Secondaire qualifiant (en milliers)	MEF
	Nombre des étudiants dans l'enseignement supérieur (en milliers)	MEF

Source : Etabli par nos propres soins, * la banque mondiale, ** ministère de l'économie et des finances (Tableau de bords sociale 2021), *** haut-commissariat au plan

La dimension monétaire est représentée par la croissance et la dimension sociale est représentée par la population active, l'emploi, la santé et l'éducation.

4.2. Modèle de recherche et définition des variables

Pour mener une analyse exploratoire permettant d'analyser l'évolution de la performance du Maroc au sujet de la croissance inclusive, on a choisi la construction d'un indicateur composite et on l'a calculé pendant une période donnée, du 2007 à 2020, une période un peu courte justifiée par la non-disponibilité des données pour les années précédentes.

Le calcul de l'indicateur composite repose sur la méthode additive qui utilise la moyenne arithmétique. La moyenne est calculée à partir de la somme des valeurs normalisées pour chaque indicateur chaque année. La formule de la construction de l'indicateur est présentée comme suit.

$$ICCI_t = \sum_{i=1}^m W_i \cdot S_{ti}$$

Où :

$t = 1 \dots m$: années incluses dans le jeu de données.

$i = 1 \dots n$: indicateurs inclus dans le jeu de données.

S_{ti} : Est un score normalisé pour les classements obtenus concernant l'indicateur i à l'année t , il est calculé à partir de la formule suivante.

$$S_{ti} = 100 \cdot \left(\frac{m_{ti} - r_{ti}}{m_{ti} - 1} \right)$$

Où :

r_{ti} : est un classement concernant l'indicateur i à l'année t .

m_{ti} : est le nombre total des données disponibles.

En appliquant la méthode sur nos données, la pondération égale à chaque composante est $\frac{1}{5} = 20\%$ comme la composante croissance, pour les indicateurs des composantes, tels que la croissance du PIB (% annuel), Croissance du PIB par habitant (% annuel), PIB par personne employée (dollars PPA constants de 2011) les pondérations seront $\frac{1}{5 \times 3} = 6.7\%$, le tableau 2 résume les pondérations retenues pour la suite de l'analyse.

Tableau 2 : Pondérations des indicateurs retenus

Composante W_k	W_k	Indicateurs S_i	Poids en %
Croissance	20%	Croissance du PIB (% annuel)	6,7%
		Croissance du PIB par habitant (% annuel)	6,7%
		PIB par personne employée (dollars PPA constants de 2011)	6,7%
Population Active	20%	Taux d'activité de la population urbaine 15-24 ans (en %)	10%
		Taux de féminité de la population active âgée de 15 - 24 ans (en %)	10%
Emploi	20%	Chômage, jeunes femmes (% de la population active féminine de 15 à 24 ans)	10%
		Chômage, jeunes hommes (% de la population active masculine de 15 à 24 ans)	10%
Santé	20%	Dépenses de santé en pourcentage du PIB (%)	10%
		Probabilité de décès chez les jeunes de 20 à 24 ans (per 1,000)	10%
Éducation	20%	Part des Dépenses publiques de l'éducation au PIB	5%
		Effectif de la population scolarisée : Secondaire collégial (en milliers)	5%
		Effectif de la population scolarisée : Secondaire qualifiant (en milliers)	5%
		Nombre des étudiants dans l'enseignement supérieur (en milliers)	5%
			100,0%

Source : Etabli par nos propres soins

5. Résultat et discussion

Le tableau ci-dessous (Tableau 3) illustre l'évolution de 15 indicateurs socio-économiques du Maroc entre 2007 et 2020, les valeurs étant normalisées. L'analyse de ces indicateurs permet de dresser un panorama complet de la performance socio-économique du Maroc au cours de cette période.

La croissance du PIB (% annuel) : Cet indicateur mesure la variation annuelle du produit intérieur brut (PIB) réel, qui représente la valeur totale des biens et services produits dans le pays au cours d'une année. La croissance du PIB (% annuel) connaît une tendance globalement haussière, avec des phases d'accélération et de ralentissement. On observe des pics de croissance en 2007 (46,15 fois la moyenne) et 2011 (100 fois la moyenne), suivis d'un ralentissement jusqu'en 2019. La pandémie de COVID-19 a eu un impact négatif sur la croissance du PIB en 2020 (-100 fois la moyenne).

Le taux d'activité de la population urbaine 15-24 ans (en %) : Cet indicateur mesure la proportion de la population urbaine âgée de 15 à 24 ans qui est active sur le marché du travail, c'est-à-dire qui est employée ou cherche un emploi. Le taux d'activité de la population urbaine 15-24 ans (en %) présente une tendance globalement haussière, passant de 46,15 fois la moyenne en 2007 à 76,92 fois la moyenne en 2020. Cette augmentation s'explique par plusieurs

facteurs, tels que l'amélioration du niveau d'éducation et l'augmentation de la participation des femmes au marché du travail.

Le Taux de féminité de la population active âgée de 15-24 ans (en %) : Cet indicateur mesure la proportion de femmes parmi la population active âgée de 15 à 24 ans. Le taux de féminité de la population active âgée de 15-24 ans (en %) connaît une tendance globalement haussière, passant de 53,85 fois la moyenne en 2007 à 84,62 fois la moyenne en 2020. Cette augmentation s'explique par l'accroissement de l'accès des femmes à l'éducation et à la formation, ainsi que par l'évolution des mentalités et des normes sociales.

Le chômage, jeunes hommes (15 à 24 ans) (% de la population active) : Cet indicateur mesure le taux de chômage des jeunes hommes âgés de 15 à 24 ans. Le chômage, jeunes hommes (15 à 24 ans) (% de la population active) présente une tendance globalement baissière, passant de 100,00 fois la moyenne en 2007 à 30,77 fois la moyenne en 2020. Cette baisse s'explique par la mise en œuvre de politiques de promotion de l'emploi des jeunes, ainsi que par la croissance économique.

Le chômage, jeunes femmes (15 à 24 ans) (% de la population active) : Cet indicateur mesure le taux de chômage des jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans. Le chômage, jeunes femmes (15 à 24 ans) (% de la population active) présentes une tendance globalement baissière, passant de 100,00 fois la moyenne en 2007 à 15,38 fois la moyenne en 2020. Cette baisse s'explique par les mêmes facteurs que la baisse du chômage des jeunes hommes.

La probabilité de décès chez les jeunes de 20 à 24 ans (per 1,000) : Cet indicateur mesure le nombre de décès pour 1 000 personnes âgées de 20 à 24 ans. La probabilité de décès chez les jeunes de 20 à 24 ans (per 1,000) présente une tendance globalement baissière, passant de 100,00 fois la moyenne en 2007 à 7,69 fois la moyenne en 2020. Cette baisse s'explique par l'amélioration des conditions de vie et l'accès à des soins de santé.

Tableau 3 : Résultat du calcul des score et de ICCI

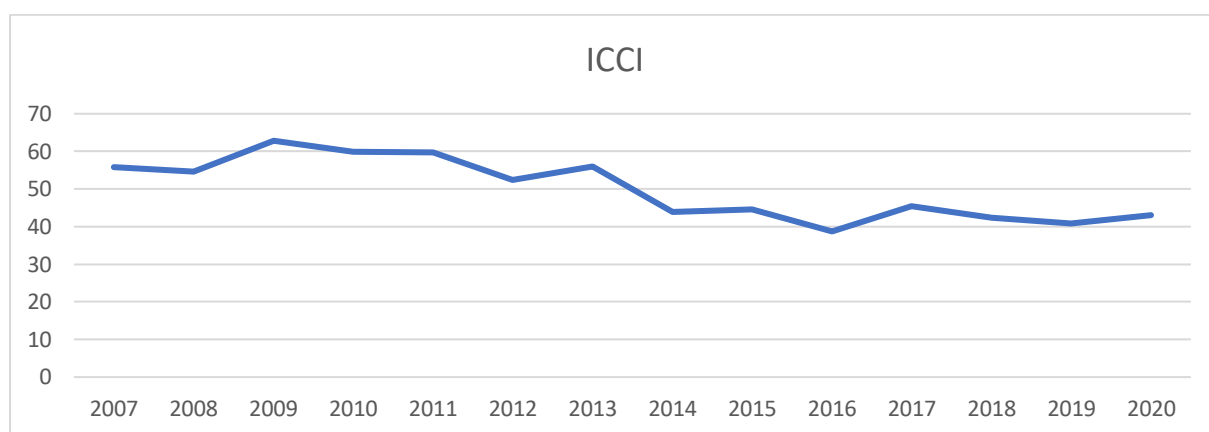
Années	Croissance du PIB (% annuel)	Croissance du PIB par habitant (% annuel)	PIB par personne employée (dollars PPA constants de 2011)	Taux d'activité de la population urbaine 15-24 ans (en %)	Taux de féminité de la population active âgée de 15 - 24 ans (en %)	Chômage, jeunes femmes (% de la population active féminine de 15 à 24 ans)	Chômage, jeunes hommes (% de la population active masculine de 15 à 24 ans)	Dépenses de santé en pourcentage du PIB (%)	Probabilité de décès chez les jeunes de 20 à 24 ans (per 1,000)	Part des Dépenses publiques de l'éducation au PIB	Effectif de la population scolarisée : Secondaire collégial (en milliers)	Effectif de la population scolarisée : Secondaire qualifiant (en milliers)	Nombre des étudiants dans l'enseignement supérieur (en milliers)	ICCI
2007	46,15	46,15	0,00	100,00	100,00	100,00	100,00	53,85	0,00	84,62	0,00	0,00	0,00	55,77
2008	100,00	100,00	7,69	92,31	92,31	76,92	61,54	30,77	7,69	61,54	15,38	7,69	7,69	54,62
2009	61,54	69,23	15,38	84,62	84,62	92,31	92,31	84,62	15,38	100,00	23,08	15,38	15,38	62,82
2010	53,85	53,85	23,08	76,92	76,92	84,62	76,92	92,31	30,77	92,31	7,69	23,08	23,08	59,87
2011	92,31	92,31	30,77	69,23	69,23	69,23	84,62	69,23	23,08	46,15	30,77	30,77	30,77	59,74
2012	30,77	30,77	38,46	61,54	61,54	46,15	69,23	76,92	46,15	76,92	38,46	38,46	38,46	52,44
2013	76,92	76,92	46,15	53,85	53,85	53,85	53,85	61,54	38,46	69,23	46,15	61,54	46,15	56,03
2014	23,08	15,38	53,85	38,46	46,15	61,54	38,46	23,08	61,54	38,46	53,85	69,23	53,85	43,85
2015	84,62	84,62	61,54	15,38	38,46	38,46	46,15	0,00	53,85	30,77	61,54	46,15	61,54	44,62
2016	7,69	7,69	69,23	30,77	30,77	30,77	30,77	15,38	84,62	23,08	69,23	53,85	69,23	38,72
2017	69,23	61,54	76,92	46,15	23,08	23,08	23,08	7,69	76,92	0,00	76,92	76,92	76,92	45,38
2018	38,46	38,46	84,62	23,08	15,38	15,38	15,38	46,15	69,23	7,69	84,62	84,62	84,62	42,31
2019	15,38	23,08	100,00	7,69	7,69	7,69	7,69	38,46	100,00	15,38	92,31	92,31	92,31	40,77
2020	0,00	0,00	92,31	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00	92,31	53,85	100,00	100,00	100,00	43,08
														Total
Poids de chaque variable Wk	7%	7%	7%	10%	10%	10%	10%	10%	10%	5%	5%	5%	5%	100%

Source : Etabli par nos propres soins à la base des résultats obtenus

La figure 3 représente graphiquement l'évolution de l'indicateur composite de la croissance inclusive (ICCI) synthétisant la performance du Maroc en matière de croissance inclusive sur la période étudiée. L'ICCI est calculé en agrégeant les valeurs normalisées des 15 indicateurs individuels.

Dans le cas du Maroc, l'ICCI connaît une tendance globalement haussière sur la période étudiée, passant de 55,77 fois la moyenne en 2007 à 43,08 fois la moyenne en 2020. Cette tendance négative reflète une dégradation globale de la performance du Maroc en matière de croissance inclusive. Le niveau de l'ICCI varie entre 38,72 et 62,82 sur la période étudiée. La moyenne de l'ICCI sur la période est de 48,24. La Tendance générale connaît une tendance globalement baissière, passant de 55,77 en 2007 à 43,08 en 2020.

Figure 3 : Evolution de l'ICCI du Maroc sur la période 2007-2020



Source : Etablie par nos propres soins à la base des résultats obtenus

Les résultats de cette étude montrent que la croissance inclusive a diminué au Maroc au cours de la période de 2007 à 2020. Cette baisse est principalement due à une diminution de la création d'emplois et de la participation à la main-d'œuvre, ainsi qu'à un ralentissement de la croissance du PIB par habitant. Malgré ces baisses, il est important de noter que le domaine de la santé et de l'éducation se sont améliorés au cours de la période étudiée. Cela suggère que les politiques gouvernementales ont contribué à atténuer l'impact négatif de la baisse de la croissance inclusive sur les ménages les plus pauvres et les plus vulnérables.

En outre, d'autres facteurs peuvent expliquer la baisse de la croissance inclusive observée dans cette étude. Parmi ces facteurs figurent la crise financière mondiale de 2008-2009, qui a entraîné une récession dans de nombreux pays, et la baisse des prix des produits de base, qui a eu un impact négatif sur les économies des pays exportateurs de produits de base.

Sur la base des résultats obtenus, il apparaît clairement que les indicateurs sociaux et économiques inclusifs exercent une influence significative sur la performance de la croissance inclusive. En d'autres termes, bien que la croissance économique soit une condition essentielle pour promouvoir l'inclusivité, elle ne suffit pas à elle seule pour atteindre cet objectif. La littérature montre que pour véritablement progresser vers une croissance inclusive, il est nécessaire de mettre en place des politiques et des mesures spécifiques visant à intégrer toutes les couches de la population, en particulier les jeunes. L'exclusion socio-économique de cette catégorie de la population peut ainsi avoir des conséquences négatives sur la croissance inclusive, limitant les bénéfices potentiels d'une économie en expansion. Cette observation souligne l'importance de stratégies ciblées et de politiques inclusives pour garantir que les avantages de la croissance économique soient partagés de manière équitable parmi tous les segments de la société.

De plus, il est crucial d'inclure les questions d'inégalité et de pauvreté dans cette démarche. L'inégalité socio-économique et la pauvreté sont des obstacles majeurs à une croissance

inclusive. Si elles ne sont pas correctement abordées, ces inégalités peuvent perpétuer des cycles de pauvreté et d'exclusion, empêchant une large partie de la population de bénéficier des avantages de la croissance économique. En conséquence, des stratégies ciblées et des politiques inclusives doivent non seulement viser à intégrer les jeunes, mais également à réduire les inégalités et à lutter contre la pauvreté pour garantir que les avantages de la croissance économique soient partagés de manière équitable parmi tous les segments de la société.

En comparaison, la Banque Africaine de Développement a observé une sous-performance économique et sociale en Afrique du Nord malgré une amélioration de la croissance économique, avec des défis persistants comme un chômage élevé, surtout parmi les jeunes et les femmes. La Tunisie et l'Égypte affichent des performances positives, tandis que la Libye, l'Algérie et le Maroc présentent des résultats moins favorables. Au Maroc, les résultats confirment cette tendance : après une forte croissance jusqu'en 2010, un déclin marqué s'est manifesté depuis 2011, mettant en évidence les difficultés à maintenir l'inclusivité économique et sociale.

Nos résultats soutiennent l'hypothèse selon laquelle l'exclusion socio-économique des jeunes entraîne une réduction de la croissance inclusive du pays. Il est donc essentiel d'affiner davantage notre conclusion sur cette hypothèse non rejetée.

6. Conclusion

Pour conclure, l'exclusion sociale touche non seulement l'intérêt individuel, mais aussi l'intérêt général, sur le plan social et économique. D'où vient la nécessité d'un cadre de la croissance inclusive qui repose sur trois piliers primordiaux, la croissance économique, l'inclusion et la soutenabilité, visant la participation efficace de toutes les catégories sociales, la distribution équitable et l'autonomisation des individus, pour écarter la pauvreté et les inégalités qui peuvent en résulter. Ces derniers ont un impact négatif sur la soutenabilité de la croissance économique et sa résistance contre les chocs. De ce fait, la croissance économique seule n'est plus suffisante sans amélioration des conditions de vie de toute la population, notamment les plus défavorisées, dont les jeunes font partie, une catégorie qui s'avère condamnée de leur âge, manque d'expérience et de compétence.

L'inclusion des jeunes consiste à enlever toutes les barrières qui entravent l'accès de cette catégorie aux infrastructures, les services de la santé, l'éducation, l'emploi et ainsi de suite. L'exclusion des jeunes impacte négativement le bien-être collectif et met en péril la prospérité de la génération présente et future. Les résultats de l'analyse de la situation des jeunes au Maroc indiquent une légère amélioration des indicateurs sociaux, tel que le taux de scolarité, mais en revanche, une détérioration du taux d'activité et aussi le taux de chômage.

L'indicateur composite de la croissance inclusive au Maroc reflète la performance du pays au cours de la période entre 2007 et 2020, où les éléments constitutifs de cet indicateur reflètent aussi l'impact qu'ils exercent sur la croissance inclusive, et qui montre que cette dernière est le résultat d'une relation de complémentarité entre les indicateurs économiques et sociaux. Bien que les taux de croissance positifs et la tendance haussière, le résultat obtenu est totalement le contraire, car la majorité des taux reflétant l'inclusivité des jeunes sont négatifs et se dégradent au fil du temps, chose qui mène à conclure que les conséquences néfastes de l'exclusion socio-économique se répercutent sur la croissance inclusive, c'est-à-dire sur la croissance économique, l'inclusion et la soutenabilité et aussi fragilise la situation des jeunes et leurs progénitures.

Références :

- (1). Alvaredo, Facundo, Lucas Chancel, Thomas Piketty, Emmanuel Saez and Gabriel Zucman. 2017. "Global Inequality Dynamics: New Findings from WID.world." *American Economic Review*, 107 (5): 404–09.
- (2). ANAGO, S. S. F., & HOUNGBEME, J.-L. D. (2015). Construction d'un indicateur synthétique de croissance inclusive.
- (3). Balafrej, A., & Ayad, M. (2005). Cinquantenaire de l'indépendance du royaume du Maroc : pauvreté et facteurs d'exclusion sociale.
- (4). Banerjee, A., Banerjee, A. V., & Duflo, E. (2011). Poor economics: A radical rethinking of the way to fight global poverty. *Public Affairs*.
- (5). Banque africaine de développement. (2013). La recherche d'une croissance inclusive en Afrique du Nord : une approche comparative.
- (6). Banque africaine de développement. (2016). Mesurer la croissance inclusive : de la théorie à la pratique en Afrique du Nord. Banque africaine de développement.
- (7). Becquet, V. (2012). Les « jeunes vulnérables » : essai de définition. *Agora Débats/Jeunesses*, N° 62(3), 51–64. <https://doi.org/10.3917/agora.062.0051>
- (8). Berg, A. G., & Ostry, J. D. (2011). Égalité et efficience. *Finances & Développement*, 48. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2011/09/pdf/berg.pdf>
- (9). Castelló-Climent, A. (2010). Inequality and growth in advanced economies: An empirical investigation. *Journal of Economic Inequality*, 8(3), 293–321. <https://doi.org/10.1007/s10888-010-9133-4>
- (10). Cerra, V., Eichengreen, B., El-Ganainy, A., & Schindler, M. (2022). *How to achieve inclusive growth* (Oxford, ed.; 1st ed.). Oxford University Press.
- (11). Cingano, F. (2014). OECD Social, Employment and Migration Working Papers No. 163 Trends in Income Inequality and its Impact on Economic Growth. <https://doi.org/10.1787/5jxrjncwxv6j-en>
- (12). Coyle, D. (2017). Repenser le PIB. *Finances & Développement*, 16–19. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2017/03/pdf/coyle.pdf>
- (13). Day, J. (2021). Exclusion sociale : impacts, exemples, perspectives futures | liberties.eu. <https://www.liberties.eu/fr/stories/social-exclusion/43579>
- (14). Direction des études et des prévisions financières. (2021). Royaume du Maroc ministère de l'économie et des finances : tableau de bord des principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux.
- (15). Élodie, M., & Nassera, T. (2022). Jeunes, situations de vulnérabilité et problématiques complexes : du développement aux effets des partenariats et collaborations intersectorielles. <https://journals.openedition.org/sas/2087>
- (16). Hausmann, R., & Velasco, A. (2017). ETUDE SUR LA CROISSANCE INCLUSIVE. <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/migration/bj/Rapport-sur-la-croissance-inclusive-au-Benin-2017.pdf>
- (17). Haut-Commissariat au Plan. (2022). Note d'information du Haut-Commissariat au Plan à l'occasion de la journée internationale de la jeunesse.
- (18). Kemp, J. T., & Bettencourt, L. M. A. (2023). Learning increases growth and reduces inequality in shared noisy environments. *PNAS Nexus*, 2(4). <https://doi.org/10.1093/pnasnexus/pgad093>
- (19). Kuznets, S. (1955). Economic growth and income inequality. *The American Economic Review*, XLV.
- (20). Marc-André Ménard. (2010). Le cercle de l'exclusion sociale : casse-tête — cremis. Autour de l'école : s'exprimer par les arts. <https://www.cremis.ca/publications/articles-et-medias/le-cercle-de-l'exclusion-sociale-casse-tete/>

- (21). McKinley, T. (2010). Inclusive growth criteria and indicators: an inclusive growth index for diagnosis of country progress. www.adb.org/poverty
- (22). Mendez, R., & Rajhi, T. (2001). Croissance, intégration économique et chômage. *Revue économique*, 52(3), 541–551. <https://doi.org/10.2307/3502868>
- (23). Nations unies commission économique pour l'Afrique. (2018). Les moteurs de la croissance inclusive en Afrique.
- (24). OCDE. (2014). Croissance inclusive. www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm
- (25). Ostry, J. D., Berg, A., & Tsangarides, C. G. (2014). Redistribution, Inequality, and Growth.
- (26). Panorama de la lutte contre l'exclusion sociale : concepts et stratégies. (2004). [Http://www.ilo.org/step](http://www.ilo.org/step)
- (27). Simon Kuznets. (1955). Economic growth and income inequality. *The American Economic Review*, 45, 2–28.
- (28). UNCTAD. (2021). La contribution potentielle de la Zone de libre-échange continentale africaine - à une croissance inclusive. https://unctad.org/system/files/official-document/aldcafrica2021_intro_fr.pdf
- (29). Wolde, M., Sera, L., & Merra, T. M. (2022). Causal relationship between income inequality and economic growth in Ethiopia. *Cogent Economics and Finance*, 10(1). <https://doi.org/10.1080/23322039.2022.2087299>